Nos amis du site aggiornamento proposent en une de leur site cette semaine l'avant-propos (2008) de la Revue Vacarme (à laquelle il faut vous abonner !) qui connaît aujourd'hui un certain "regain d'actualité", comme on dit.

Votre fils de 15 ans a chuté d'une moyenne de 8,12 à 7,88 en un trimestre, comment expliquez-vous cette dégringolade ? Divorce, meurtre ou attouchement ?

Comment jugez-vous les procédures qui ont rendu possible la juste évaluation de vos compétences professionnelles, de l'avenir de vos enfants, de vos chances d'être accepté dans un système mutualiste de soins, et de vos placements boursiers ? Cruelles mais nécessaires, belles parce qu'exigeantes ?

Il a fallu plus de deux heures à votre psychanalyse pour produire des effets, comment l'interprétez-vous ? Mauvais dosage, inadaptation comportementale, autre ?

La fureur de tout évaluer est le poison du jour, et une parfaite idéologie, s'il est vrai qu'on mesure le caractère idéologique d'un discours à deux critères : d'une part à la redondance systématique des mêmes exigences dans les domaines les plus variés, d'autre part au faible nombre de ceux ou celles qui semblent y gagner quelque chose. On prétend ainsi évaluer les enfants dès la maternelle, pour prévenir leur présumée « dangerosité » sociale, puis chacun tout au long de la vie : à l'école, les élèves (RAPPORT BENISTI de novembre 2004) comme les professeurs (rapport_Attali), à l'université (création de l'Aeres, Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, en 2006), dans l'entreprise (nouvelles techniques de management), dans le sport, à l'hôpital, dans la recherche, dans les pratiques les plus intimes, chez son psychanalyste (premier amendement Accoyer), sur le marché de l'art (pour obtenir des subventions publiques), et à l'horizon au sein de toute relation humaine (la socialité comme calcul). Ces pratiques ont un coût terrible : à évaluer chaque compétence, et actes scolaires, on éteint inventivité et plaisir du savoir ; à évaluer chaque travailleur, on pousse au conformisme, quand ce n'est pas au suicide (comme au technocentre de Renault à Guyancourt) ; à évaluer chaque scientifique à partir de la régularité de ses publications, on éteint d'avance le caractère collectif, disruptif et digressif de la pensée ; et à évaluer sans cesse ses analystes, ses amant(e)s, ses ami(e)s, on foudroie la vérité de toute rencontre véritablement humaine, c'est-à-dire son caractère singulier, absolument incomparable.

La première exigence est de résister sans compter à une telle offensive pour rappeler combien la vie dans ce qu'elle a de plus fécond et inattendu reste inévaluable. C'est là une résistance politique et non corporatiste : ce qui se met en place est bien moins la simple diffusion de techniques managériales qu'un nouveau « mode de gouvernementalité », au sens où l'entendait Foucault, c'est-à-dire une forme d'organisation de la vie de tous qui s'étend pas à pas, en deçà de toute question de légitimité et sans décision souveraine.

Mais évaluer, c'est aussi la vie même, à condition de l'entendre au sens propre : créer de nouvelles valeurs, comparer pour dépasser et se dépasser, donner du sens, interpréter. C'est une question de justice et d'équité : juger, distribuer, répartir exige toujours une évaluation préalable. C'est aussi une arme pour tous les dominés : refuser toute évaluation reviendrait à se soumettre d'avance aux autorités traditionnelles. On ne peut donc laisser l'évaluation entre de mauvaises mains. Comment la subvertir ? Quatre pistes pour introduire les attaques plus ciblées qui vont suivre.

1. Prendre l'évaluation à son propre piège

On s'inquiète, dans la fonction publique et dans les secteurs du privé où la stabilité salariale résiste encore, de l'importation de techniques managériales d'évaluation, en arguant que ce n'est là qu'un moyen pour les dirigeants de légitimer les brimades que les conventions collectives avaient

empêchées. On commet peut-être là une erreur, stratégique et tactique. Stratégique : un refus frontal de l'évaluation a toutes les chances d'échouer. Pourquoi ? Parce qu'il buterait à court terme sur son enjeu réel, dont les nouvelles techniques de management ne sont qu'un front secondaire : être salarié, c'est être subordonné. Et parce qu'à long terme, comme disait Keynes, nous serons tous morts. Préférons le défi tactique : comment prétendre renforcer le travail en équipe en développant l'évaluation individuelle ? Comment prétendre importer des formes d'évaluation par projet et par résultat, issues de l'entreprise capitaliste, lorsqu'elles nient la notion de « capital humain », c'est-à-dire l'ensemble des « talents, compétences, expériences acquises par un individu et qui lui permettent de travailler pour lui-même et pour les autres » suivant les termes de Gary Becker, le fondateur de l'école de Chicago, sommet de la pensée managériale ? Les techniques de management se nient elles-mêmes : il est politiquement plus intéressant de le noter que de se contenter dire qu'elles sont mauvaises en soi.

2. S'emparer collectivement des formes d'évaluation

L'évaluation n'est odieuse politiquement qu'en tant qu'elle procède par captation et sanction. Une minorité prétendue experte capte le pouvoir d'évaluer et sanctionne en son nom le plus grand nombre. Si l'on veut évaluer, que les modes d'évaluation soient les plus démocratiques possibles. L'essentiel est qu'à chaque niveau de délégation toute évaluation soit prise de la manière la plus délibérative et transparente possible, et que les évaluateurs effectifs aient à rendre des comptes à court terme à l'instance délégative qu'ils représentent, et à long terme à tous. Prenons une entreprise : chacun peut admettre ou même désire être évalué, ce qui est insupportable c'est que l'évaluation appartienne au pouvoir d'un seul au lieu d'être discutée entre tous, et que ceux qui évaluent n'aient aucune sanction alors même qu'ils prennent de mauvaises décisions. En d'autres termes, le scandale des formes actuelles d'évaluation, c'est la confiscation démocratique (délibération, transparence, sanction possible des plus puissants) qu'elles opèrent, et rien d'autre.

3. Revenir à la source de l'évaluation : l'école

Quand on parle d'évaluation individuelle, on pense immédiatement à l'entreprise moderne, avec ses primes, ses bonus ou ses stock-options. Double erreur. D'une part, il n'y a là rien de moderne : mesurer les performances individuelles, rétribuer chacun selon ses mérites, n'est pas un raffinement du capitalisme, mais sa régression, l'effacement de ce qui fut l'un des plus grands acquis sociaux du siècle précédent, l'abandon du travail horaire pour le travail à la pièce. D'autre part, l'entreprise n'est pas le foyer originel de l'évaluation. Sur quel sol a-t-elle poussé ? Peut-être sur celui de son apparent opposé : l'école. L'idéologie actuelle de l'évaluation est essentiellement le fait d'une école en voie de démocratisation. De ce point de vue, la première des résistances nécessaires est de revoir ses modes d'évaluation para-démocratiques. La copie individuelle restituant en huis clos ce que l'enseignant a enseigné aux élèves en huis clos : voilà peut-être la source de nos malheurs. Tout reste à inventer : des évaluations collectives ? des évaluations individuelles prélevées sur des travaux collectifs ? En tout cas une chose est sûre : plus de devoir de maths, ni dissertation d'histoire dans leur évaluation autarcique ; tout cela doit disparaître si l'on veut aller au bout du processus de démocratisation de l'école.

4. Revenir à la source de l'école : le sujet

Enfin, soyons juste. Si l'école semi-démocratique a pu produire ces nouveaux modes d'évaluation, ce n'est pas de son fait. La société lui a soudain offert, au lieu d'une masse d'élèves au sein de laquelle sélectionner ceux aptes à la diriger, une juxtaposition de sujets distincts, aux valeurs différentes, décidés à soutenir leur radicale position subjective. L'école n'est pas assez puissante pour produire un tel processus de subjectivation. Disons que le sujet lui est venu d'ailleurs. Or il est son point de butée : par principe inévaluable, il pose et crée des valeurs au lieu de s'y conformer. Aller au bout du

processus de démocratisation de l’école, c’est peut-être permettre à des sujets de se poser comme tels, et de s’auto-évaluer. La subversion radicale des formes actuelles d’évaluation, c’est peut-être cela : accepter que chacun soit devenu un sujet, source d’évaluations nouvelles et multiples, et non objet à évaluer.

Reconnaissons-le, ce serait là une étrange conclusion : contre l’évaluation généralisée soutenir une généralisation de l’évaluation. Cela sonne certes comme un slogan rhétorique. Mais que faire si jamais, en pratique, il ne s’avérait pas idiot ?